



## Des élus fédéraux plaident la cause de S+B dans une lettre ouverte

**ACIER.** Schmolz+Bickenbach a reçu le soutien de parlementaires dans sa dispute avec la Commission des OPA. Ils rappellent que la survie de l'entreprise est menacée.

Sept conseillers nationaux et des Etats ont adressé hier une lettre ouverte au Conseil fédéral et à l'Autorité de surveillance des marchés financiers (Finma) demandant que soit retoqué le refus du régulateur d'exempter des actionnaires de l'obligation de présenter une offre dans le cadre d'une augmentation de capital.

### Décision incompréhensible

Cette décision incompréhensible et contraire à toute logique industrielle doit être corrigée, martèlent les signataires, rappelant qu'en l'état, la décision menace la survie de l'entreprise, avec à la clé la perte de 10.000 postes de travail, dont 800 en Suisse.

La lettre ouverte a été signée par Damian Müller (PLR), Andrea Gmür-Schönenberger (PDC),

Yvette Estermann (UDC), Leo Müller (PDC), Ida Glanzmann (PDC), Franz Grüter (UDC) et **Albert Vitali (PLR)**.

### Le veto de la COPA

Actionnaire de référence de S+B, le milliardaire Martin Haefner - propriétaire entre autres de l'importateur automobile Amag - entend injecter dans l'aciériste lucernois jusqu'à 325 millions de francs, avec à la clé une hausse de sa participation à 37,5%. Vu que le dépassement de 1/3 des parts entraîne l'obligation de soumettre une offre à l'ensemble des actionnaires, il a déposé fin octobre une demande d'exemption auprès de Commission des OPA (Copa).

Celle-ci avait été rejetée – au même titre qu'une requête simi-

laire émanant de Liwet, le véhicule d'investissement aux mains du milliardaire russe Viktor Vekselberg – la Copa estimant qu'il existe des possibilités d'assainissement sans dépasser le seuil de participation déclenchant l'obligation d'offre. L'entreprise a déposé un recours auprès de l'Autorité de surveillance des marchés financiers.

Le gouvernement lucernois est aussi intervenu auprès du gendarme des marchés et du conseiller fédéral en charge de l'Economie, Guy Parmelin. Mardi dernier, la faitière de l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (Swissmem) avait également critiqué la décision de la Copa et manifesté son soutien à au groupe industriel lucernois. – (awp)